



HAL
open science

Agriculteurs et agents de développement agricole dans la tempête. Les transformations des métiers et des dynamiques socioprofessionnelles face à des injonctions contradictoires. Compte rendu de la journée d'étude GERDAL - INRAE ACT

Claire Ruault, Nathalie Hostiou

► **To cite this version:**

Claire Ruault, Nathalie Hostiou. Agriculteurs et agents de développement agricole dans la tempête. Les transformations des métiers et des dynamiques socioprofessionnelles face à des injonctions contradictoires. Compte rendu de la journée d'étude GERDAL - INRAE ACT. 2024. hal-04627046

HAL Id: hal-04627046

<https://hal.science/hal-04627046v1>

Preprint submitted on 28 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Agriculteurs et agents de développement agricole dans la tempête

*Les transformations des métiers et des dynamiques
socioprofessionnelles face à des injonctions contradictoires*

**Compte rendu de la journée d'étude
Paris, 30 novembre 2023**



gerdal

Groupes d'Expérimentation et de Recherche :
Développement et Actions Localisées

INRAE

Département **ACT**
Action, transitions et territoires



Sommaire

Introduction de la journée 6

par Christophe Soulard (INRAE, chef du département ACT)

Les agriculteurs dans la tempête :Résumés des interventions 8

« Ruptures et accélérations des structures, démographiques et sociales. Vers un éclatement des formes d'exercice du métier et du travail des agriculteurs » 8

par Nathalie Hostiou (INRAE, UMR Territoires)

« Les agriculteurs dans la tempête. Des métiers et des dynamiques socioprofessionnelles à l'épreuve » 10

par Roger Le Guen (Président du GERDAL)et Claire Ruault (coordinatrice du GERDAL)

1) un contexte « tempétueux » 10

2) Quelles conséquences pour les métiers d'agriculteurs 11

3) Identifier les dynamiques socioprofessionnelles pour comprendre comment ces processus opèrent 11

« Le robot, l'éleveur et le technicien : entraide et relations de travail en traite robotisée »..... 14

par Théo Martin (INRAE, UMR Innovation)

Coopérations et conflits autour du maintien d'une traite continue 14

« Des agriculteurs dans la tempête : des changements à bas bruits » 16

par Lucie Dupré (INRAE, UMR Cesaer), Sandrine Petit (INRAE, UMR Cesaer), Nathalie Joly (Institut Agro Dijon, UMR Cesaer)

« Les viticulteurs du Blayais et l'usage des pesticides : une prise de parole publique quasi impossible » 18

par Jacqueline Candau (INRAE, UR Ettis, GERDAL)

Les agents de développement dans la tempête :synthèse de la table ronde 19

Les agents de développement dans la tempête. Entre « grands objectifs » et réalités de terrain 19

Introduction par Claire Ruault

Comment travailler avec les agriculteurs aujourd'hui ? Analyses et retours sur la pratique, à plusieurs voix. 20

Synthèse de la table ronde

Les participants : une diversité de métiers, d'institutions et de territoires 21

1) Quelles évolutions du monde agricole ? Une lecture ancrée sur différents territoires . 22

2) L'évolution des dynamiques collectives 24

3) Quelles conséquences sur nos activités, nos métiers ? Quels questionnements ? . . . 25

4) D'autres difficultés, questionnements 27

Des questions et pistes de travail pour la recherche et le développement 32

1) Évolution et hétérogénéité des profils d'agriculteurs et des modèles de production, augmentation des écarts de richesse, polarisation et nouveaux clivages ... : mieux comprendre comment cela opère sur les territoires. 32

2) Des questions spécifiques autour des responsables professionnels agricoles et de leur rôle dans la gouvernance des organisations et dans les orientations de l'agriculture . . 34

3) Place des travailleurs agricoles (chefs d'exploitation ou salariés) dans le débat public et dans des dispositifs pluriacteurs, conditions d'un « *débat de société* » sur l'agriculture . . 34

4) Compétences, dispositifs et méthodes d'intervention, position des agents de développement : comment les agents de développement arrivent à travailler avec la diversité, à prendre en compte les évolutions à l'œuvre ? 35

5) Explorer les liens – plutôt la difficulté à établir des liens - entre monde du développement agricole (ONVAR, Chambres d'agriculture) et acteurs économiques des filières 38

6) Questionner la place et le rôle des élus locaux des collectivités territoriales 38

7) Des modes de financement et des cadres d'intervention des agents à revoir. 39

CONCLUSION à deux voix 41

par Christophe Soulard (INRAE, chef de département ACT)

par Roger LE GUEN (Président du GERDAL)

Annexes 45

Lexique 45

Liste des intervenantes et intervenants 46

Introduction de la journée

par Christophe Soulard (INRAE, chef du département ACT)

Pourquoi cette journée ?

Cette journée organisée conjointement par le GERDAL et le département ACT d'INRAE a pour objectif d'interroger les transformations à l'œuvre dans les métiers et activités des agriculteurs et des agents de développement, dans un contexte d'injonctions contradictoires (sur les plans environnemental, sociétal, économique ...).

PRÉSENTATION ET PROGRAMME DÉTAILLÉ
DE LA JOURNÉE



[HTTPS://NEXTCLOUD.INRAE.FR/
s/9jLAKBTjNCFGARE](https://nextcloud.inrae.fr/s/9jLAKBTjNCFGARE)

Ce thème renvoie à des questionnements et travaux en cours au département ACT (Actions, Transitions et Territoires) d'INRAE (au sein de plusieurs réseaux notamment, sur le travail et l'emploi en agriculture, les nouvelles professionnalités agricoles ...), et aux recherches conduites au GERDAL (Groupe d'Expérimentation et de Recherche : Développement et Actions Localisées).

Deux motivations importantes au cœur de la co-organisation de cette journée : la volonté de croiser et de réarticuler recherche et développement ; et celle de remettre l'agriculture, les agriculteurs au cœur des travaux, en adoptant un regard qui relie les savoirs de la recherche et de l'action.

Ce qu'on en attend

- Des pistes de travail pour la recherche et le développement ;
- des questions à creuser, des connaissances à produire ;
- des idées de modalités de travail pour relier recherche et développement.

Organisation de la journée en 3 temps

1) Un temps d'exposés (suivis de débats), centrés sur ce qui se passe du côté des agriculteurs, pour :

- proposer une lecture du contexte de l'agriculture : quelles évolutions / ruptures à l'œuvre, pourquoi parler de tempête ? Quelles évolutions des dynamiques socioprofessionnelles ?
- un focus sur des analyses situées dans un contexte et autour de problématiques spécifiques (robot en élevage laitier, viticulture et usage des pesticides, conflictualités et coopérations autour du bien-être animal ou de l'apiculture)

2) Une table ronde pour donner la parole aux agents de développement de diverses organisations (CUMA, Chambres d'agriculture, Parcs Naturels Régionaux) : comment analysent-ils les mutations à l'œuvre sur leur territoire, quels impacts sur leurs activités, quelles évolutions de leurs métiers, quelles difficultés rencontrent-ils ?

3) Un temps en petits groupes pour dégager de l'ensemble de ces apports et échanges, des propositions, des questionnements de la part des participants (à partir d'une diversité d'activités professionnelles dans la recherche et/ou le développement)

Participants :

- | | |
|--|----|
| ● Recherche (INRAE majoritairement) | 16 |
| ● Enseignement agricole et universitaire | 14 |
| ● Chambres d'agriculture | 13 |
| ● Associations et organismes professionnels et de développement (CUMA, Civam, Trame ...) | 12 |
| ● Instituts techniques | 4 |
| ● Parcs Naturels Régionaux | 3 |
| ● animateurs agricoles de bassins versants | 2 |
| ● Collectivités territoriales | 2 |
| ● Ministères (de l'agriculture ; de la transition écologique) | 4 |
| ● GERDAL | 6 |

PARTIE 1

Les agriculteurs dans la tempête : Résumés des interventions

« Ruptures et accélérations des structures, démographiques et sociales. Vers un éclatement des formes d'exercice du métier et du travail des agriculteurs »

par Nathalie Hostiou (INRAE, UMR Territoires)

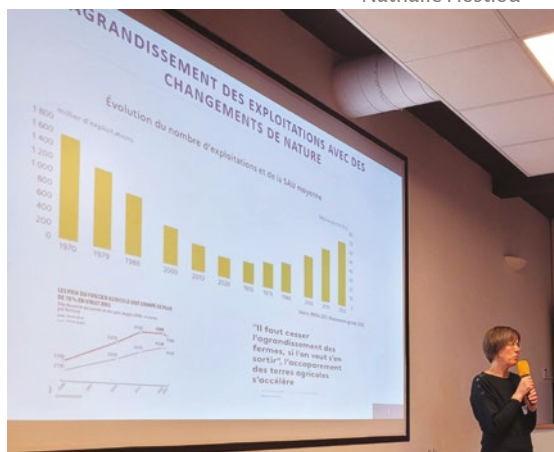
TÉLÉCHARGER LA PRÉSENTATION

L'exposé a mis en avant des accélérations et ruptures actuellement en cours marquant l'évolution du monde agricole en France. L'agrandissement des exploitations en est une (une exploitation sur 5 est une « grande exploitation », c'est-à-dire avec plus de 250 000€ par an de production de marge brute). Depuis 10 ans, cet agrandissement est plus marqué en élevage qu'en céréales. Dans certaines zones, des phénomènes d'accaparement des terres sont observés. Une autre accélération marquante est la tendance à la céréalisation en France, avec des productions végétales devenues majoritaires et une diminution de l'élevage. Dans certaines régions, il en va même jusqu'à une disparition de l'élevage et une simplification des services amont et aval. Dans d'autres territoires, les phénomènes de concentration de l'élevage se poursuivent.



[HTTPS://NEXTCLOUD.INRAE.FR/
S/STiTYjWKH34DsZL](https://nextcloud.inrae.fr/s/STiTYjWKH34DsZL)

Nathalie Hostiou



Le monde agricole est également très fortement marqué par des mutations sociales du travail :

- un vieillissement des exploitants et exploitantes agricoles, crise de succession familiale notamment en élevage, arrivée de candidats non issus du milieu agricole confrontés à un ensemble de contraintes (foncier, capitaux, charges de travail, rémunération),
- de fortes difficultés qui conduisent à un mal-être, des suicides,
- la féminisation du métier (près d'un quart des chefs d'exploitation), bien que les femmes ont plus de difficultés que les hommes dans leur activité,
- le travail repose de plus en plus sur le salariat, avec également l'apparition de profils de managers ou de gestionnaires d'exploitations, qualifiées de firme,

Ces mutations conduisent à des métiers d'agriculteurs de plus en plus hétérogènes, dans leur façon d'organiser le travail, dans les tâches à réaliser et dans la façon de les réaliser, avec des innovations technologiques et organisationnelles très diverses.

« Les agriculteurs dans la tempête. Des métiers et des dynamiques socioprofessionnelles à l'épreuve »

par Roger Le Guen (Président du GERDAL)
et Claire Ruault (coordinatrice du GERDAL)

1) un contexte « tempétueux »

L'exposé a proposé, à partir de la métaphore de « tempête », une lecture du contexte actuel. Si les éléments qui ont conduit à parler depuis déjà longtemps de crise agricole perdurent (déclin démographique des agriculteurs, faible rémunération du travail et dépendance aux soutiens publics, critiques sociétales des modes de production...), de nouveaux s'y ajoutent :

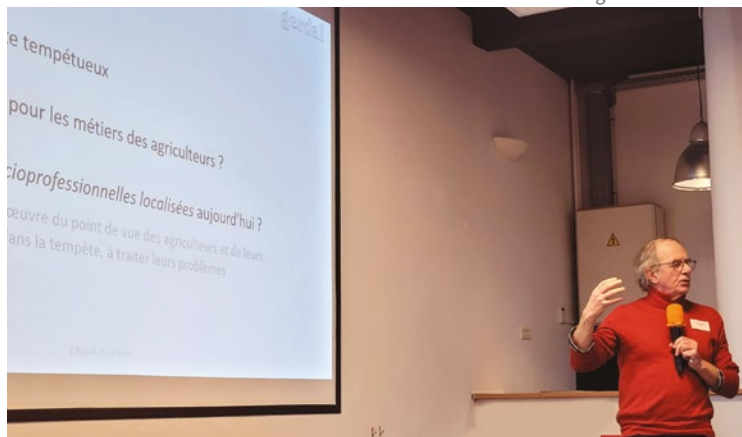
- injonctions politiques, économiques et sociétales peu articulées, voire discordantes, suivant les différentes échelles auxquelles elles se déclinent : territorialisation, d'un côté, pour produire propre et sain ; libéralisation des marchés à l'échelle mondiale, qui met en concurrence les agriculteurs et pousse à produire à bas coûts, de l'autre ;
- Injonctions d'innovation (avec appels à projets, soutiens politiques) vs encadrement normatif (cahiers des charges par l'aval, normes liées aux politiques publiques),
- transition agroécologique présentée comme un impératif, mais décalage entre les objectifs affichés (baisse des pesticides, pacte vert UE) et moyens associés (par exemple, faible soutien à l'AB).

TÉLÉCHARGER LA PRÉSENTATION



[HTTPS://NEXTCLOUD.INRAE.FR/S/WGPJEMFrSHE\]OE8](https://nextcloud.inrae.fr/s/WGPJEMFrSHE]OE8)

Roger Le Guen



2) Quelles conséquences pour les métiers d'agriculteurs

Outre les conséquences sur la faible visibilité de l'avenir de leurs exploitations et la difficulté à faire des choix stratégiques, l'exposé a mis l'accent sur l'évolution de la position des agriculteurs dans la société, une position globalement fragilisée, doublée d'un sentiment de perte de sens, voire de ras-le-bol, sur leurs métiers. *On ne savait pas alors que les agriculteurs descendraient dans la rue un mois plus tard !* Les critiques adressées localement aux agriculteurs sont d'autant plus difficiles à vivre qu'il y a peu ou pas de débats locaux sur l'agriculture.

Mais ces éléments, ces difficultés, ne sont absolument pas vécus de manière homogène, de même que la position sociale des agriculteurs dans et hors du monde agricole varie d'un territoire à l'autre, et entre agriculteurs sur un même territoire. Les éléments constitutifs de ces variantes, qui conduisent à parler d'un monde agricole de plus en plus clivé, ont été développés : modes de production, niveaux de revenu, degré d'intégration avec les entreprises d'amont et d'aval, mais aussi niveau de formation et réseau de relations (par exemple : proximité avec des consommateurs et des collectivités territoriales), regard porté par leurs pairs ou en dehors du monde agricole sur leur modèle de production. Au regard de ces derniers éléments, les intervenants suggèrent l'émergence d'une « *nouvelle élite* » (bio, agriculture paysanne, en vente directe) minoritaire, mais fortement valorisée par des consommateurs urbains ou périurbains, des collectivités territoriales, des acteurs environnementaux, à l'inverse d'agriculteurs en filière longue dépendants des entreprises agro-industrielles.

Ainsi les différents modes de production, et conceptions du métier qui y sont liées, apparaissent corrélés à des positions différenciées des agriculteurs dans la société, ainsi que dans la profession agricole et dans l'univers industriel agroalimentaire, l'une se construisant souvent plus ou moins aux dépens de l'autre.

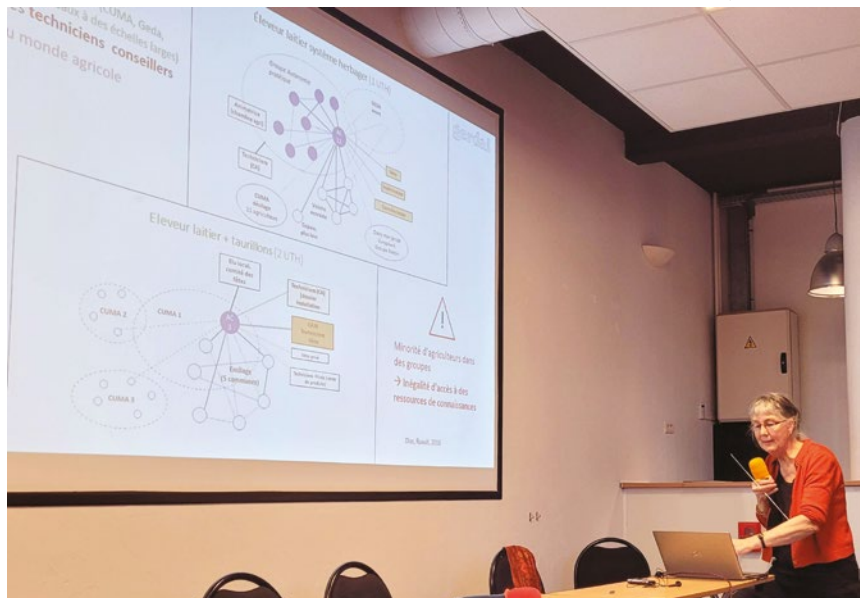
3) Identifier les dynamiques socioprofessionnelles pour comprendre comment ces processus opèrent

Comment les agriculteurs s'y prennent dans ce contexte pour savoir quoi faire et comment faire ? Quelles marges de manœuvre et d'initiatives ont-ils ? Ces questions reviennent à identifier les lieux où ils discutent, où se négocient les normes, les cahiers des charges, etc., autrement dit à replacer les

agriculteurs dans les dynamiques socioprofessionnelles dont ils sont parties prenantes, dans les interactions ordinaires propres à l'exercice de leurs activités.

À partir des études de cas menées sur la durée par le GERDAL, dans le cadre de partenariats divers (Chambres d'agriculture, associations, Parc naturels régionaux, collectivités territoriales...), certaines tendances globales ont été dégagées : diminution de la densité des liens locaux, inégalités entre agriculteurs concernant l'accès à des ressources de conseil et les positions de pluriappartenance, rôle structurant des opérateurs amont aval dans la configuration des liens, ou encore des groupes qui se renouvellent, mais sont aussi marqués par un essoufflement. En même temps, ces configurations des liens, et les dynamiques de coopération (sur le plan matériel et sur le plan des idées) entre agriculteurs ou avec d'autres acteurs varient fortement d'un territoire à l'autre. À partir d'exemples, les intervenants ont montré la nécessité d'études localisées pour comprendre comment les mutations à l'œuvre opèrent sur les territoires.

Claire Rualt



« Le robot, l'éleveur et le technicien : entraide et relations de travail en traite robotisée »

par Théo Martin (INRAE, UMR Innovation)

TÉLÉCHARGER LA PRÉSENTATION

Coopérations et conflits autour du maintien d'une traite continue

La traite robotisée connaît un développement soutenu dans les exploitations laitières françaises.

Cette automatisation de la traite fait disparaître le travail direct et les gestes moteurs associés à la traite conventionnelle. La nouvelle activité se caractérise par l'importance d'un travail indirect de surveillance, de contrôle et de maintenance. Cette nouvelle astreinte de fluidité - nécessaire au maintien d'une production continue caractéristique de la traite robotisée - fait l'objet de nouvelles coopérations locales entre les éleveurs. L'obligation d'une intervention rapide en cas de panne, et ce à toutes heures, impose une redistribution du travail qui s'appuie sur cette coopération locale. En cas de panne, un éleveur absent pourra compter sur un voisin pour relancer la machine. Et ce d'autant plus que ces réseaux s'organisent autour d'une même marque de robot facilitant l'entraide par la maîtrise des caractéristiques techniques de la machine.



[HTTPS://NEXTCLOUD.INRAE.FR/
s/5BdTjYxkZfzRnSE](https://nextcloud.inrae.fr/s/5BdTjYxkZfzRnSE)

Théo Martin



Acheter le même robot que son voisin traduit l'ancrage de ce choix dans un réseau de coopération, notamment autour de l'astreinte.

Face à ce renouvellement de la coopération locale, le déploiement du robot de traite en zone d'AOP Reblochon conflictualise la division territoriale du travail de rente de qualité.



Une nouvelle relation de travail entre éleveurs et techniciens (Théo Martin, 2022)

Ce conflit éclaire deux espaces géographiques sous un nouveau jour : « *le haut* », un espace montagnard où prédominent le pastoralisme, la transformation et la vente à la ferme ; et « *le bas* », un plateau préalpin où le lait est collecté et transformé dans des fruitières.

En plus d'être des espaces de pratiques liées à un milieu biophysique, ils sont des espaces vécus où les représentations, les normes et les valeurs sur le travail se construisent de manière différenciée.

Alors qu'en bas, la production laitière est vue comme un frein à de nouvelles aspirations, à l'accès à un style de vie urbain et contemporain, en haut, le travail est intimement lié à un style de vie pastoral et montagnard.

Le déploiement du robot de traite dans les exploitations du bas vient dévoiler ces deux formes d'organisation sociale du travail et les styles de vie associés.

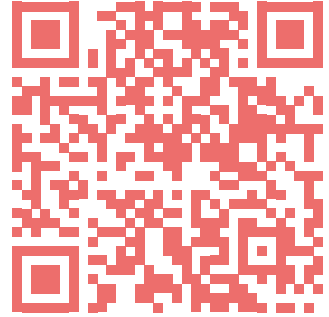
« Des agriculteurs dans la tempête : des changements à bas bruits »

par Lucie Dupré (INRAE, UMR Cesaer), Sandrine Petit (INRAE, UMR Cesaer), Nathalie Joly (Institut Agro Dijon, UMR Cesaer)

TÉLÉCHARGER LA PRÉSENTATION

Les agriculteurs, minoritaires démographiquement et socialement, n'ont jamais été autant questionnés qu'aujourd'hui, alors qu'ils doivent affronter des pressions croissantes et répondre à des injonctions multiples dans un monde devenu très incertain.

La couverture médiatique qui est faite de leurs activités peine à rendre compte du quotidien dans lequel ils se trouvent engagés.



[HTTPS://NEXTCLOUD.INRAE.FR/S/4CEYKG4MT6TGEXB](https://nextcloud.inrae.fr/s/4CEYKG4MT6TGEXB)

D'UNE AGRICULTURE L'AUTRE

Conflictualités, expérimentations, transmissions



Sous la direction de
NATHALIE JOLY, LUCIE DUPRÉ, SANDRINE PETIT

Sciences en partage

Quæ eduragri

On reviendra sur 3 situations conflictuelles ou susceptibles de l'être qui constituent trois chapitres de l'ouvrage collectif que nous avons dirigé : l'élevage de veaux sous nourrice qui revisite la question si sensible du bien-être animal (Sandrine Petit et Florence Hellec) ; la prédation lupine et « *les morsures invisibles* » qu'elle inflige aux éleveurs et à leurs familles (Frédéric Nicolas et Antoine Doré) et la cohabitation apiculteurs / agriculteurs dans un territoire de polyculture élevage qui n'apparaît pas si conflictuelle (Simon Calla, Lou Lecuyer et Juliette Young). Ces 3 situations ancrées géographiquement, souvent

encore « chaudes » et résolument actuelles, éclairent certaines des transformations du travail agricole qui émergent sans bruit. Elles montrent ce qui s'y joue, dans la sphère de l'intime et au creux des territoires, au-delà du vacarme des conflits médiatisés.



Reprenant le cadre proposé par Hirschman, nous ferons de la parole notre fil conducteur pour nous ressaisir de ces trois situations : paroles qui n'adviennent pas dans le cas des vaches nourrices tant les éleveurs ne sont pas consultés sur la question du BEA ou considérés comme experts : on ne leur donne pas la parole et ils ne cherchent pas non plus forcément à la prendre, enrichissant leurs pratiques dans une expérience quotidienne ; parole que l'on ne peut entendre dans le cas des souffrances liées à la prédation, qui ne peut se partager ne serait-ce qu'au sein du couple, et paroles malheureuses adressées aux éleveurs là où elles devraient être aidantes ; enfin, parole qui permet aux apiculteurs d'échanger avec les agriculteurs, via parfois des organisations professionnelles, et d'éviter dans certains cas, le conflit en ajustant leurs pratiques respectives, mais aussi parfois parole retenue de ces mêmes apiculteurs tant ils dépendent des ressources agricoles et qu'il leur est parfois délicat de s'exprimer.

« Les viticulteurs du Blayais et l'usage des pesticides : une prise de parole publique quasi impossible »

par Jacqueline Candau (INRAE, UR Ettis, GERDAL)

TÉLÉCHARGER LA PRÉSENTATION

Constatant que les travailleurs agricoles (agriculteurs et salariés) étaient peu audibles dans le débat public sur les pesticides, nous avons lancé et animé en 2022 avec la chambre d'agriculture de la Gironde (Géraud Peylet) et l'aide méthodologique du GERDAL (Claire Ruault) un dispositif réunissant des viticulteurs volontaires du Blayais, appellation de faible renommée. Les exploitations de ce secteur, « petites » (entre 10 et 20 ha en moyenne), en polyculture (dominante vigne), font peu appel à des salariés et vinifient en coopérative ou en cave privée. Elles font face à un contexte de mévente du vin depuis plusieurs années. Malgré une participation faible et instable (un seul participant, élu municipal, a participé aux 6 réunions), le dispositif a permis la construction d'une problématique d'action jusque-là absente, à savoir à travers l'expression collective des préoccupations autour de l'usage des pesticides, la formulation de problèmes précis à traiter, validés par les participants. Il a aussi permis d'éprouver la difficulté pour les viticulteurs de traiter localement certains de ces problèmes : relations avec les riverains et difficultés d'intercompréhension, comment s'adapter à la réglementation (zones de non-traitement) y compris l'élaboration du PLUI qui s'inscrit pourtant à l'échelle locale.



[HTTPS://NEXTCLOUD.INRAE.FR/
s/8DQT6DWHBGc5Y3](https://nextcloud.inrae.fr/s/8DQT6DWHBGc5Y3)

Cela montre la complexité des enjeux actuels, la difficulté de faire le lien avec les enjeux économiques pourtant centraux, le décalage avec des programmes d'action en cours (ici le programme régional VitiRev) et l'inadéquation ou l'absence d'outils d'action publique pour traiter collectivement de tels enjeux.

Cela montre aussi le « piège » qui rend les viticulteurs sans voix, y compris ceux qui sont en bio : il leur est impossible de ne pas traiter les vignes. Or le débat médiatisé révèle les effets délétères sur la santé humaine, et la gestion publique de l'usage de ces produits et de leurs effets postule que le risque est contrôlé si les pulvérisations sont effectuées en respectant les « bonnes pratiques ». Ce qui renvoie la responsabilité de la dangerosité des produits sur les utilisateurs finaux, à savoir les individus agriculteurs et salariés.

PARTIE 2

Les agents de développement dans la tempête : synthèse de la table ronde

Les agents de développement dans la tempête. Entre « grands objectifs » et réalités de terrain

Introduction par Claire Ruault

Après avoir brossé et interrogé les mutations et les ruptures à l'œuvre du côté des agriculteurs, l'après-midi a eu pour objectif de réfléchir à leurs conséquences sur les métiers d'agents de développement. Tout d'abord, comment les agents analysent-ils les évolutions à l'œuvre sur leur territoire d'intervention? En quoi impactent-elles leurs activités concrètes sur le terrain ? À quels défis et difficultés sont-ils confrontés ? Par exemple : comment font-ils avec l'hétérogénéité des agriculteurs, évoquée le matin, et dans un contexte que l'on peut aussi qualifier de tempétueux pour les agents ?

TÉLÉCHARGER LA PRÉSENTATION



[HTTPS://NEXTCLOUD.INRAE.FR/
S/AEZC77EQS57Q7XB](https://nextcloud.inrae.fr/s/AEZC77EQS57Q7XB)

Multiplicité d'acteurs et de structures intervenant sur ou autour de l'agriculture, plus ou moins coordonnés, voire en concurrence ; polarisation entre organismes, sur la base d'orientations politiques divergentes sur le devenir de l'agriculture ; financement des activités de développement agricole par appel à projets, etc., sont autant d'éléments qui caractérisent un contexte et un cadre de travail qui peuvent s'avérer inconfortables. Les difficultés et questionnements qu'expriment ceux avec qui nous travaillons depuis plus de 30 ans mettent en évidence des écarts entre les objectifs pour lesquels ils sont missionnés, ou qu'ils se donnent en lien avec une certaine conception ou une éthique de leur métier, et ce qu'ils arrivent à faire sur le terrain, à commencer par le sentiment, par exemple, de ne pas - ne plus- pouvoir être suffisamment sur le terrain.

Par ailleurs, sur le plan méthodologique, on constate un brouillage conceptuel et méthodologique dans les approches. D'un côté, une mise

en avant du participatif (qui parle de co-construction, ou de co-conception, de partir des besoins des agriculteurs, etc. !), de l'autre une forme de résurgence du diffusionnisme. Dans quels sens ? Dans le sens où l'objectif est souvent de faire arriver les agriculteurs à un certain point, aux « *bonnes pratiques* », qu'il s'agisse de développer la méthanisation, ou de passer du maïs à l'herbe. On est donc dans une logique que l'on peut qualifier « *de l'offre* », laquelle s'accompagne souvent d'une classification des agriculteurs (plus ou moins aptes à « *aller vers le bio* », plus ou moins « *ouverts au changement* », etc.).

Tout cela n'est pas uniforme et il y a de fortes variantes suivant les organismes et les dynamiques territoriales. D'où la question centrale de cette table ronde : **dans ce contexte, comment vous travaillez avec les agriculteurs ?** Pour faire quoi ? Dans quels buts ? Avec quelles méthodes, quelles approches ? Avec qui ? Avec quels moyens et quelle autonomie par rapport à vos ancrages institutionnels ? L'hypothèse que nous faisons au GERDAL, c'est qu'il y a des liens entre d'un côté la façon dont on intervient et, de l'autre, les capacités des agriculteurs à traiter des problèmes, le renforcement ou l'affaiblissement des collectifs, les effets de sélection ou au contraire d'inclusion...

Comment travailler avec les agriculteurs aujourd'hui ? Analyses et retours sur la pratique, à plusieurs voix.

Synthèse de la table ronde

Table ronde



Les participants : une diversité de métiers, d'institutions et de territoires

- **Emilie Lacour**, responsable de la mission agriculture durable au **Parc Naturel Régional (PNR) Cap et marais d'Opale** (Hauts de France). Un territoire de 154 communes, avec une forte activité agricole à dominante polyculture-élevage. « *L'agriculture est une des plus grosses missions du parc, avec 10 agents. Une diversité d'actions (accompagner les éleveurs sur le maintien des prairies, développer l'agriculture biologique, lutte contre l'érosion des sols...) menées en partenariat avec 8 structures (Chambre d'agriculture, Bio Hauts-de-France, APAD, des syndicats de BV, etc.), soit une vingtaine de techniciens qui travaillent ensemble. Animation de deux dispositifs de paiements pour services environnementaux et climatiques (soutenus par l'agence de l'eau Artois-Picardie) ».*
- **Géraud Peylet**, conseiller d'entreprise et de secteur à la **Chambre d'agriculture de Gironde**, sur l'installation ou la transmission. Avant animateur de deux structures de développement local (ADAR). Aujourd'hui en charge d'une mission de diversification : accompagnement collectif des agriculteurs sur la création d'une filière d'huile d'olive.
- **Laurent Fillion**, salarié de la **Chambre d'agriculture de l'Isère**, détaché au **PNR de la Chartreuse** comme chargé de mission et conseiller territorial (« *avant on parlait de conseiller de secteur* »). Un territoire de 72 communes et 100 000 habitants, de moyenne montagne où prédomine l'élevage bovin laitier. Missions : « *j'anime un groupe de développement (l'Association Agriculteurs de Chartreuse) qui réunit toutes les organisations agricoles du territoire, "très diverses". Je suis l'interlocuteur de proximité pour les agriculteurs et les communes.* »
- **Aurélié Garcia Velasco**, chargée de mission à la **FRCUMA Ouest** (fédère les CUMA de Pays de Loire, Normandie et Bretagne. « *Peu au contact direct des agriculteurs, j'accompagne les animatrices et animateurs CUMA sur leur montée en compétence et la mise en réseau, via de la formation, la résolution de problème, la création de références (par des projets de recherche-développement).* ») Trois thématiques principales : les charges de mécanisation et le travail, l'agroécologie et le changement climatique (autonomie protéique), les outils numériques au service des agriculteurs.
- **Philippe Coupard**, animateur auprès de l'**Union des CUMA de la Sarthe** (qui a fusionné avec les CUMA des autres départements des Pays de la Loire). « *Les CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole) ont deux branches importantes : une branche économique et financière, et un caractère associatif avec une gestion par des bénévoles. Mon travail prend en compte l'aspect économique et aussi l'aspect humain propre à la vie des groupes* ».

1) Quelles évolutions du monde agricole ? Une lecture ancrée sur différents territoires

Dans le Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale à Moringhem Pas-de-Calais
L'arrivée de nouveaux profils d'agriculteurs, porteurs de nouvelles conceptions du métier.
(Pierre André Leclercq, CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons)

En Chartreuse, avec l'arrivée de nouveaux agriculteurs, avec deux profils d'éleveurs laitiers qui ne se rencontrent - ne se comprennent- pas.

« On a la chance d'avoir une coopérative de transformation en gestion directe (Coopérative laitière des Entremonts), mais elle est fragile. Le paradoxe c'est qu'on a des éleveurs qui se retrouvent seuls après le départ en retraite du père et cherchent un associé, et à côté des éleveurs s'installent en couple avec 15 vaches, bâtiment en autoconstruction, transformation directe sur la ferme. Ça interpelle les premiers, qui sont là depuis plusieurs générations, qui ont créé un outil coopératif en gestion directe qui fonctionne plutôt bien, avec un bon niveau de valorisation, ce n'est pas Lactalis. Mais aujourd'hui, sa pérennité est en jeu. Il y a donc cette incompréhension entre les éleveurs et entre voisins ».

En Gironde, une crise de la viticulture avec « des viticulteurs qui font du Bordeaux générique et vendent depuis 5 ans leur vin à perte » et une déprise énorme, et en parallèle « une vague d'agriculteurs non issus du milieu agricole, mais sur des installations précaires, avec des projections de revenus qui sont faibles... Il y a une réelle inquiétude pour la pérennité de ces jeunes ».

Au sein des CUMAS, l'arrivée de nouveaux profils d'agriculteurs (non issus du milieu agricole, femmes, mais aussi les évolutions majeures de la main-d'œuvre agricole (diminution de la main-d'œuvre familiale et augmentation de la main-d'œuvre salariée) et du rapport au travail obligent à repenser le fonctionnement des CUMA, l'organisation de chantiers (entraide ou délégation par exemple) et de la gouvernance.

Ces exemples sont-ils la traduction d'une profession de plus en plus clivée ? Laurent Fillion pose la question plutôt sous l'angle de la future cohabitation entre nouveaux installés et éleveurs en place.

« Beaucoup de porteurs de projets souhaitent s'installer sur des petites surfaces, pour développer des petites productions végétales (maraîchage, PAM...) ou du tout petit élevage, et peinent à le faire (l'accès au foncier sur des territoires périurbains comme l'Isère, c'est très compliqué). C'est encouragé par les élus locaux. Et à côté de cela, on a des éleveurs sur des filières longues et qui se trouvent un peu marginalisés ».

Un enjeu majeur face à la diversité de publics professionnels est d'arriver à garder, à favoriser, une cohésion. Avec une dynamique d'installation, caractérisée par des reconversions professionnelles (dont les CFPPA sont « pleins à craquer »), une installation sur deux non aidée, « ça nous interroge sur notre capacité d'animer la cohésion du territoire, comment tout ce monde-là va pouvoir cohabiter ? »

« Un éleveur filière-longue me disait : « les petits ont besoin des gros, notamment au travers des CUMA. Il faut des gros qui font des heures avec le matériel pour qu'il soit accessible aux petits ». Et ça, les nouveaux qui s'installent ne l'ont pas forcément à l'esprit. Parfois, il y a des discours un peu maladroits où ils se positionnent un peu en donneurs de leçons. Ces nouveaux installés, quelle que soit la production, ils sont observés... J'essaye d'être vigilant sur des groupes thématiques comme les prairies où à la fois les bio, les agriculteurs en circuits courts et les filières longues peuvent se retrouver autour d'une même table et discuter ».

Au sein des CUMA, des jeunes qui ont une approche du bénévolat et de la gouvernance, différente de celle des anciens.

Un chantier de tri manuel des pommes de terre dans une exploitation paysanne en agriculture biologique de l'Isère. (Michel Meuret, INRAE)



Seraient-ils plus « *individualistes* » comme on l'entend dire souvent ? « *Je ne pense pas, répond Philippe Coupard, mais ils n'ont pas la même vision que les plus anciens sur leur métier et leur responsabilité dans la CUMA, pas le même rapport au travail avec une attention plus marquée aux horaires ou au week-end* ».

« *Dans les CUMA sarthoises, tous les présidents vous le diront, on n'enseigne plus le samedi* ».

« *Sur le bénévolat, je prends l'exemple d'un président d'une CUMA, qui arrive en retraite. Il passait 1 000 heures par an à la CUMA pour 1 000 euros. C'était simple en termes de gestion administrative ! Un nouveau président n'allait jamais faire cela ! On a dû travailler sur la gouvernance et on a mis six mois pour renforcer le collectif, avoir une équipe soudée et trouver un nouveau président* ».

Une hausse globale du niveau de formation des agriculteurs, avec des sources d'informations et des réseaux très variés, mais c'est hétérogène.

Un constat partagé : il y a aujourd'hui une multiplicité des sources d'info, une multiplicité de réunions ... mais « *avec des fonctionnements des agriculteurs qui peuvent être très variés : certains vont énormément échanger sur les réseaux sociaux, d'autres non* ». De même, les ressources de connaissance des agriculteurs, les façons d'aller chercher l'information et d'échanger des pratiques évoluent et cela nous bouscule ». Mais c'est hétérogène, voire inégal, comme le sont les capacités des agriculteurs à trouver des soutiens financiers, entre « ceux qui sont en veille par rapport aux financements et ceux qui sont complètement déconnectés ».

2) L'évolution des dynamiques collectives

Quelles formes de collectifs ? Pour faire quoi ? L'apparition de nouveaux groupes « informels »

Il y aurait un rejet de groupes « *institutionnels* ». En Chartreuse, c'est « *très prégnant* » : des agriculteurs partent de l'Association des agriculteurs de Chartreuse parce qu'ils ne s'y retrouvent plus, trop institutionnel, trop marqué « *Parc* » ou « *Chambre* »... « *Ils créent autre chose à côté, je ne sais pas ce qu'ils y font et a priori, ils n'ont pas besoin de nous* ».

En Gironde, « *l'ancien modèle d'organisation de réunions collectives et de transfert est déstructuré. Il y a des associations qui se meurent. Comme d'autres*

Chambres, on a la volonté de développer des collectifs. On se rend compte que le collectif réussit sur des thématiques techniques ou réglementaires (sur les notions d'arrachage, on remplit des salles avec 50 personnes) ». « Ensuite, le collectif réussit aussi quand les agriculteurs recherchent un certain partage, surtout de leurs difficultés... mais ils craignent que les collectifs soient trop teintés "chambre" ou à l'inverse "bio", etc. Il y a une espèce de ségrégation par rapport à ça ».

La question du financement du conseil collectif a été soulevée. Le collectif serait « une manière de répondre malheureusement aux fameux appels à projets et de retrouver pour l'agriculteur et les agents de développement un bon rapport qualité prix dans ce transfert ».

Dans tous les cas, réunir les agriculteurs en collectif ne va pas - plus - de soi. Au parc (Caps et Marais d'Opale), l'accent a été mis depuis 2018 sur les collectifs, « *car cela nous semblait plus effectif en termes d'échange de pratiques et de réponse aux questionnements des agriculteurs. Cela a permis d'avancer sur certains sujets comme la question du pâturage. Mais depuis le Covid, c'est plus difficile de mobiliser... On se rend compte que ce sont souvent les mêmes agriculteurs qu'on retrouve ; on est un peu revenu sur le fait de faire du collectif. Je remarque aussi qu'on réussit beaucoup plus à travailler en collectif avec les éleveurs laitiers qu'avec les autres types d'agriculteurs* ».

Pour autant, le monde agricole en tant que groupe professionnel garderait une capacité de discussion, qui n'existe pas dans d'autres professions. Un exemple en Pays basque a été donné.

« Les groupes professionnels agriculteurs ont une capacité à discuter qui vient de loin et qui est beaucoup plus performante que dans d'autres groupes professionnels. J'ai accompagné, avec la méthode GERDAL, une équipe de citoyens (à l'occasion des élections communales). J'ai animé des groupes de pairs, commerçants, artisans et agriculteurs. Le groupe d'agriculteurs était composé de plusieurs métiers, éleveurs, maraîchers..., ils ne se connaissaient pas forcément, mais le niveau et la richesse de discussion a ahuri les groupes de citoyens et enchanté tout le monde ».

3) Quelles conséquences sur nos activités, nos métiers ? Quels questionnements ?

Le groupe pour le groupe, c'est fini, la nécessité de bien identifier « à quels besoins nos collectifs répondent, c'est le nœud de la question ».

Les besoins auxquels répondaient les groupes à une époque donnée ont évolué, les « *nouveaux collectifs doivent évoluer pour y répondre* ». « *Faire du collectif pour du collectif ce n'est pas une fin en soi... Même si le groupe garde un rôle contre l'isolement - quand on parle avec des agriculteurs en CUMA, ils relèvent ce point-là - mais ils ne viennent pas que pour cela. Ils sont en quête d'autonomie : décisionnelle, économique... Ici, le collectif peut répondre à des besoins en accédant à du matériel adapté et performant, en partageant les difficultés, en construisant de nouvelles connaissances* ». Le défi c'est « *que ces besoins soient bien identifiés* »

Face à un monde agricole hétérogène, gérer la diversité au sein des groupes s'avère compliqué, plutôt combiner conseil individuel et collectif

Face à la difficulté de mobiliser en collectif et de gérer l'hétérogénéité (de profils, de préoccupations, de niveaux d'information et de technicité ...) en groupe, ou encore d'arriver à toucher des agriculteurs au-delà de « *toujours les mêmes* », plusieurs questions : « *quels sont les bons canaux de communication pour transmettre des informations et inciter les éleveurs à venir ?* » ; faut-il tout miser sur le collectif ? Le recours au conseil individuel est perçu comme une solution, ou « *un mix individuel/collectif pour aller chercher des agriculteurs chez eux* ».

« Une limite de l'accompagnement collectif, surtout technique, c'est de se retrouver avec des gens très pointus techniquement et d'autres qui ne le sont pas. En accompagnement individuel, on sait s'adapter ».

En CUMA, on peut avoir des agriculteurs avec « *des positionnements très différents, voire conflictuels, mais qui acceptent de coopérer parce qu'ils mutualisent du matériel ou de la main-d'œuvre. Cela peut nécessiter que l'animateur ait des échanges individualisés pour qu'ensuite en collectif on comprenne bien tout ce qui se joue et où on peut discuter ou pas* ».

Par ailleurs, la relation individuelle avec les agriculteurs est considérée comme utile, voire indispensable, pour identifier des préoccupations difficiles à partager en collectif, telles que le rapport au travail, ou pour « *repérer des signaux faibles* ».

« En CUMA notre entrée est collective, mais certains sujets, on les aborde de façon plus individuelle, par exemple les difficultés dans l'organisation du travail. Un jeune sur une exploitation limitée en surface et en production qui dit « je veux prendre 15 jours l'été au minimum, ma conjointe est prof », ou « je dois récupérer mes enfants à l'école », ce sont des choses qui commencent à être abordées, mais c'est récent.

Dans un groupe, ce n'est pas si simple, la personne à sa propre vision de son

métier et de son travail ! » .

En CUMA, le besoin d'une nouvelle gouvernance associative et d'une approche globale des fermes qui intègre les évolutions du travail et de la main-d'œuvre...

Le fonctionnement associatif doit prendre en compte l'évolution du rapport à l'engagement bénévole et au travail, par exemple un besoin de cadrage des horaires, des responsabilités, etc.

En ce qui concerne le métier d'animateur ou de conseiller dans le réseau CUMA, les évolutions en cours, précise Aurélie Garcia Velasco, portent sur le contenu des missions et l'approche pour les réaliser : *« on ne peut plus rester sur des entrées très spécifiques comme le machinisme. On a besoin de faire du lien avec d'autres composantes de l'exploitation, le travail, la main-d'œuvre..., d'avoir une approche globale, de passer d'un accompagnement ponctuel à un accompagnement sur le long terme, multidimensionnel »*. Cela se traduit par différents profils : *« l'animateur expert machinisme, l'animateur expert juridique, l'animateur généraliste (un expert de l'animation), puis des chargés de mission sur de la gestion de projet ou du pilotage financier ou administratif »*. Le cadre pour réaliser ces missions évolue aussi : *« cela implique d'autres expertises et donc un décloisonnement de l'accompagnement avec des compétences en interne, mais aussi celles d'autres acteurs du territoire qui ont d'autres compétences (Chambres, réseau bio, CIVAM, ...) »*. Enfin, cela implique de nouveaux modes de financement : *« Plus seulement les cotisations des adhérents, pour un accompagnement ponctuel, mais aussi des financements sur appel à projets pour un accompagnement sur le temps long, suivre un groupe, faire des liens avec d'autres partenaires »*.

Une tension entre collectif = appel à projets / conseil individuel = prestation payée. Disjonction entre appels à projets et répondre aux attentes des agriculteurs

En Chambre d'Agriculture (Gironde) : *« le conseil est omniprésent, mais avec la crise et l'inflation, les agriculteurs achètent de moins en moins de prestations »*. *« Pour ce qui est de l'accompagnement collectif, on est guidé par ces fameux appels à projets... Le conseiller, il s'épanouit lorsqu'il répond vraiment aux attentes des agriculteurs. Lorsqu'il faut qu'il réponde aussi aux attentes de ses financeurs, parfois à l'encontre des besoins de l'agriculteur, c'est un casse-tête »*.

4) D'autres difficultés, questionnements

Le turn-over des agents, quelle que soit la structure.

« Les jeunes conseillers recrutés par la Chambre ne se voient pas y passer 10 ans ». Mais quelles conséquences sur le travail auprès des agriculteurs ? La faible durée des jeunes en poste pose question : sur la qualité de la relation qui arrive à s'instaurer avec les agriculteurs, et en amont, sur la possibilité d'une montée en compétence, et d'une marge de manœuvre accrue.

Par exemple à la Chambre d'agriculture d'Isère, « les personnes recrutées sont des jeunes ingénieurs qui sortent d'école, qui restent 3-4 ans maximum. Si dans une structure on n'a que la tranche 25-30-35, qu'il n'y a plus de quadra ni de quinquas, c'est une vraie problématique. Avant d'être connu et reconnu, ça se compte en années. Cela fait 10 ans que je suis dans le poste, il y a une confiance, une connaissance des agriculteurs, des institutions, des élus... je commence vraiment à prendre plaisir, parce qu'il y a des portes qui s'ouvrent ».

Autre conséquence de ce turn-over constaté par tous : une capitalisation qui ne se fait pas, contribuant à « l'inefficacité des politiques publiques en agriculture ».

L'exemple du programme Ecophyto a été cité : « comme on est sur des appels à projets de courte durée, les animateurs des groupes Ecophyto sont souvent des gens en situation précaire sur des contrats à durée déterminée. Dès qu'ils ont la possibilité d'un poste plus pérenne, ils s'en vont. Donc la capitalisation ne se fait pas ».

Quid de la production de références, de connaissances sur la durée ? Quel modèle économique pour favoriser cela ? « Le financement par appel à projets ne favorise pas cela, alors qu'il est important de garder des activités spécifiques pour capitaliser les connaissances sur les systèmes et produire des références pour les conseillers, même si cela a un coût » (Exemple d'un réseau de fermes d'élevage).

La charge de travail administratif de plus en plus lourde, « d'autant que les règles du jeu sont parfois incertaines ».

Une position inconfortable quand on n'a pas toutes les clés de réponse, face à des agriculteurs démunis ou en souffrance

Au PNR Caps et Marais, « la mise en place des nouvelles MAEC a été particulièrement difficile cette année et a demandé beaucoup de travail. Le système n'était pas encore abouti et on a dû animer les MAEC sans avoir toutes les réponses pour les agriculteurs... c'était dur et stressant. On engage des agriculteurs sur des mesures sans savoir toutes les règles et si elles vont être financées. On est aussi face à des agriculteurs qui pour certains sont en souffrance par rapport aux aspects

administratifs et aux contrôles très compliqués ».

En Gironde, « On est face à des agriculteurs qui nous disent « vous, quand vous allez à Paris, vous ne leur dites pas que ce type de réglementation, ce type d'aide, ces MAEC, c'est complètement déconnant ! ». En fait, on est un peu désarmé dans notre métier de conseiller, on est partagé entre reconnaître que c'est absurde et tenir le cap de l'aider et de l'accompagner... C'est aberrant, car un agent de chambre va passer 10 h sur un dossier MAEC qui va rapporter deux fois moins que la valeur du temps passé pour l'agriculteur ».

L'incertitude sur le financement des MAEC a été pointée : un gâchis, surtout dans le contexte d'un département volontariste (Isère) qui cofinance des MAEC et l'animation... Une impasse totale alors que la mobilisation des agriculteurs a eu lieu en amont ». Face aux besoins de financement pour accompagner les agriculteurs, « ce qui m'inquiète c'est qu'on voit un développement à deux vitesses dans la capacité des territoires, des institutions et des collectivités à mobiliser des fonds. »

«Il y a un fossé qui se creuse entre les collectivités dotées d'ingénierie financière et qui savent remobiliser les fonds et répondre aux appels à projets, et les autres, plus petites qui n'ont pas cette ingénierie pour mobiliser des crédits. Le PAEC est un bon exemple, avec des politiques agricoles territorialisées : les parcs, avec des équipes pluridisciplinaires, peuvent répondre aux appels à projets, mais les petites communautés de communes n'ont pas cette capacité. »

La difficulté à faire reconnaître les compétences d'animation

Alors que l'expertise (machinisme, conseil technique, etc.) reste valorisée, il y a « un réel manque de reconnaissance de l'animation. Certains me disent, si je viens juste pour animer, si je ne viens pas avec du conseil et des chiffres, je ne suis pas légitime ». Alors que ce sont deux métiers différents, mais dont les résultats seraient moins visibles et plus difficiles à mesurer.

« L'expert qui va intervenir dans la CUMA et apporter une réponse technique : « temps de travail, droit du travail, la bonne clé pour l'ensileuse, etc. » avec un résultat mesurable. Et l'animateur polyvalent qui accompagne le groupe, pour lequel on n'a pas de résultats à court terme. Je fais partie de ces gens-là... Ce sont des compétences et un savoir-faire nouveau, « non chiffrables » comme l'animation de collectif ».

Une multiplicité d'intervenants (chargés de mission, techniciens, animateurs, chargés d'étude, etc.), sur ou autour de l'agriculture sur un

même territoire, mais peu articulés entre eux

D'une part, « *on ne les connaît pas tous* », d'autre part il y a peu d'articulation. « *Il peut y avoir plusieurs intervenants qui sont passés sur la même ferme avec pas forcément le même discours... Comment être cohérent sur le territoire ?* ». Pour les organismes agricoles, l'intervention croissante des collectivités territoriales (CT) dans l'agriculture implique des déplacements dans la manière de travailler (« *il faut apprendre à travailler avec les chargés de mission de collectivités territoriales* »). Quant à la recherche d'une cohérence d'intervention, des exemples de démarches concluantes ont été donnés, visant d'abord à « *mieux connaître les acteurs sur le territoire et ce qu'ils font ... Ensuite à constituer et animer une équipe pluri-institutionnelle* ».

Dans le cas du PNR Caps et Marais, l'équipe se retrouve au moins 2 fois par an, pour partager les difficultés, les questionnements, préparer ou analyser une réunion, une intervention... « *On discute sur nos problématiques et sur des cas concrets, le GERDAL nous apporte beaucoup sur le plan méthodologique et théorique. C'est vraiment très important d'avoir ces temps d'échange. On a des animateurs des bassins versants sur notre Parc, qui se sentaient très seuls. Ils sont très contents de pouvoir venir échanger*».

À noter que les financeurs, comme l'agence de l'eau Artois Picardie, imposent sur certains programmes des temps d'échanges de pratiques et de formations entre techniciens de différentes structures ; « *c'est très bien et cela pourrait faire partie d'autres programmes !* »

Travailler avec les acteurs économiques d'amont et aval reste cependant particulièrement difficile, alors que l'évolution des pratiques agricoles est en partie conditionnée à la valorisation des produits, aux débouchés. « *On voudrait travailler sur le volet filière, mais on ne sait pas trop comment* ».

Développer et organiser les échanges entre agents, une condition pour traiter les multiples difficultés auxquels on fait face et gagner en autonomie.

La fédération nationale des Parcs joue un rôle important sur ce plan, par exemple en organisant un séminaire annuel agriculture avec une thématique spécifique sur un territoire différent à chaque fois.

À la FRCUMA Ouest, Aurélie Garcia Velasco explique son rôle qui est justement « *d'animer des temps d'échanges entre agents, en interne aux CUMAS, ou avec d'autres réseaux sur des thématiques spécifiques.* »

« Par exemple, en interne, j'anime la commission charges de mécanisation- agroéquipement, ou d'autres thématiques: le travail, le renouvellement des générations et de la gouvernance.... soit en Visio tous les 2 ou 3 mois, soit en présentiel une fois par an. On partage nos pratiques d'animation, des difficultés, des problématiques, des outils. Ces échanges ont lieu aussi avec d'autres réseaux, sur des sujets très techniques par exemple entre réseaux CUMA, Bio, CIVAM et CETA sur le matériel de triage des cultures associées. Si les animateurs ne travaillent pas ensemble sur une telle question, comment attendre des agriculteurs qu'ils travaillent ensemble ? »

PARTIE 3

Des questions et pistes de travail pour la recherche et le développement

À partir des présentations du matin et des échanges en table ronde de l'après-midi, des débats qui ont suivi, ainsi que des apports des participants en ligne et lors des travaux en petits groupes de la fin de la journée, différents questionnements et pistes de travail peuvent être formulés en direction de la recherche et du développement. Dans un contexte que nous avons qualifié de « *tempétueux* » et peu lisible quant à l'avenir des métiers de l'agriculture et du développement agricole, ils peuvent contribuer à orienter des travaux de recherche utiles à l'action.

1) Évolution et hétérogénéité des profils d'agriculteurs et des modèles de production, augmentation des écarts de richesse, polarisation et nouveaux clivages ... : mieux comprendre comment cela opère sur les territoires.

La diversité des modes de production, des formes d'exploitation agricole et des conceptions du métier qui les portent est relativement bien documentée. Cependant, la compréhension de la manière dont cette hétérogénéité opère sur les territoires et s'inscrit dans les dynamiques socios professionnelles locales, contribue à recomposer les réseaux de dialogue et de relations des agriculteurs dans et hors du monde agricole, reste un champ de recherche à explorer.

- Comment se traduit, de façon spécifique sur chaque territoire, la cohabitation entre différents profils d'agriculteurs et la confrontation de différents modèles professionnels ? : position des non issus du milieu agricole (NIMA) et liens avec les plus « *anciens* », cohabitation firmes / agriculture familiale, etc. ? Quel est l'impact des écarts de revenus - richesse sur les liens professionnels ? Quels sont les impacts des écarts de niveaux d'équipements ? Comment par exemple le développement de la robotisation contribue à remodeler les liens professionnels ? Comment cette diversité, hétérogénéité est plus ou moins « gérée » dans – et impacte
- les formes collectives de coopération professionnelle (coopératives, groupes de développement, associations agricoles ...) ? Est-ce qu'on

observe des phénomènes de polarisation ou au contraire des processus d'intégration de cette diversité dans leur fonctionnement ?

- Analyser les liens entre l'évolution des dynamiques socios professionnelles (réseaux de dialogue et relations des agriculteurs dans et hors de l'agriculture), et constitution / dynamiques des collectifs sur les territoires. Comment les collectifs « *recrutent* » (sur quelles bases, quels critères, pourquoi les agriculteurs – la majorité - n'y vont pas (autocensure / auto-exclusion / méconnaissance) ? Poids du caractère plus ou moins idéologique, plus ou moins « *institutionnel* » du groupe ? Les travaux sur l'évolution des groupes en agriculture (depuis l'émergence des CUMA, GVA et GDA, CETA, CIVAM.... dans les années d'après-guerre jusqu'à aujourd'hui) méritent d'être poursuivis autour de questions spécifiques liées notamment à ce qui est considéré par les agents comme une « *difficulté à mobiliser* », un désinvestissement par nombre d'agriculteurs.

- Quels rôles sur la constitution et l'évolution des groupes jouent les nouveaux moyens et réseaux d'information et d'échange entre agriculteurs (tels que les réseaux numériques) ? Cela implique de mieux comprendre comment les agriculteurs s'informent aujourd'hui, partagent ou non des connaissances. Quid de l'hétérogénéité de l'accès à des ressources selon les profils (anciens, NIMA...)?

- Quels rôles encore, sur les groupes, mais plus généralement sur les relations professionnelles, jouent des facteurs structurels tels que l'augmentation de la part des salariés dans la main-d'œuvre agricole, ou le développement de formes sociétaires d'exploitation ... ?

- **Qui sont et comment se constituent les nouvelles « élites » agricoles ?** La question des critères de qualification de ces élites a été discutée. « *Pourquoi parler d'élites agricoles (à propos de bio, en vente directe, par exemple) alors qu'ils peuvent être marginalisés, hors des dispositifs, en situation financière précaire ?* ». Suivant que l'on se réfère à la position des agriculteurs au sein du monde agricole ou dans la société (par exemple avec le regard des collectivités locales), les critères ne sont pas forcément les mêmes, et suivant les critères retenus : réussite économique, statut et accès à des responsabilités, excellence professionnelle, niveau de formation, réseaux et position de pluriappartenances, etc. La notion « *d'élite agricole* »

mérite donc d'être réinterrogée en lien avec les processus de diversification, « éclatement » des modes de production et de reconfiguration des positions respectives au sein et hors du monde agricole.

2) Des questions spécifiques autour des responsables professionnels agricoles et de leur rôle dans la gouvernance des organisations et dans les orientations de l'agriculture

Qui sont aujourd'hui les responsables professionnels des différents organismes de développement agricole, mais aussi des autres structures professionnelles telles que les entreprises d'amont aval ? Y a-t-il des profils spécifiques correspondant à ces différents positionnements ? Quelles pluriappartenances ? Quelles positions occupent-ils dans les dynamiques socioprofessionnelles agricoles locales d'une part et dans les systèmes locaux de gouvernance des territoires d'autre part (comités de BV, COPIL de PAT, etc.) ? Quel rôle jouent-ils dans le cadrage du travail des agents (dans la gouvernance des OPA) d'une part, et dans les orientations de l'agriculture d'autre part ?

Ces questions ouvrent un champ de travail pour mieux connaître ce rôle : *« leur mission, leur représentativité vis-à-vis de leurs pairs »*, documenter aussi leur formation, leur trajectoire, leurs ressources d'information. Des questions qui ont conduit à s'interroger aussi sur la manière dont ils sont accompagnés (ou non) - et quel est ou devrait être le rôle des agents sur ce plan - pour mieux prendre en compte les évolutions de l'agriculture, ou dans leur fonction de porte-parole des agriculteurs auprès des différents acteurs sur un territoire, alors *« qu'ils sont censés apporter de la cohérence dans les interventions territoriales »*.

3) Place des travailleurs agricoles (chefs d'exploitation ou salariés) dans le débat public et dans des dispositifs pluriacteurs, conditions d'un « débat de société » sur l'agriculture

Quel dispositif de travail favoriserait la prise de parole des viticulteurs dans le débat public sur les pesticides ? Posée dans le contexte bordelais, cette question amène plus largement à s'interroger sur les conditions susceptibles de favoriser une prise de position des agriculteurs dans le débat public, ainsi que dans des instances de décision. Or qui dit capacité de prise de position et de prise de parole, dit en amont la construction collective d'une parole professionnelle. Cela renvoie alors à des travaux pour analyser, expéri-

menter (autour de différentes problématiques) des processus / des lieux, entre pairs où cette position peut se construire, et ensuite les liens entre groupes de pairs et travail avec d'autres acteurs, dans d'autres arènes, à d'autres échelles.

- **Pour les salariés, cette question se pose aussi de manière spécifique et différente.** Aujourd'hui peu visibles, ayant peu accès à la parole, ils sont pourtant directement concernés (par exemple sur l'usage des pesticides, ils sont en première ligne). Quelles sont leurs dynamiques professionnelles ? Comment peuvent-ils accéder à une prise de parole ? Dans quelles instances ? etc.

Plus largement, la question des conditions pour « *faire émerger un débat de société (sur l'agriculture, les liens entre agriculture, consommateur.ices, citoyen.nes...), hors des effets de polarisation médiatique* » a été soulevée.

4) Compétences, dispositifs et méthodes d'intervention, position des agents de développement : comment les agents de développement arrivent à travailler avec la diversité, à prendre en compte les évolutions à l'œuvre ?

Nouvelles attentes des agriculteurs, nouvelles manières de s'informer, de partager leurs pratiques et préoccupations, mais aussi hétérogénéité de ces attentes et inégalités d'accès à des ressources, des moyens de dialogue... Comment « *faire avec* », comment intervenir, et à quels types de compétences cela renvoie ? Quelles évolutions cela implique dans les manières de penser le conseil aux agriculteurs, l'animation, « *l'accompagnement au changement* » ?

Une préoccupation majeure : face à l'éclatement des modèles professionnels, peut-on et comment limiter le risque de clivages / polarisation, et contribuer à maintenir une cohésion sur les territoires ?

Plusieurs types de compétences à développer, à expérimenter

- **des compétences et moyens d'analyse pour lire/comprendre ces dynamiques sociales** (réseaux de dialogue, positions de multiappartenance, composition et fonctionnement des groupes, analyse des systèmes d'acteurs institutionnels...) et les prendre en compte pour définir un dispositif de travail pertinent. L'enjeu est de « mieux mobiliser » (notamment les « invisibles », « ceux qu'on ne voit jamais »), ou « savoir qui mettre autour de la table » (notamment sur des problématiques impliquant différents acteurs). Il s'agit aussi pour les agents

d'évaluer, voire d'augmenter, leur marge de manœuvre par une meilleure appréciation de leur positionnement dans l'ensemble des acteurs intervenant sur un même territoire en lien avec l'agriculture, alors que beaucoup relèvent un « manque de légitimité et de reconnaissance » de leurs métiers.

À propos de la position des agents dans ce système d'acteurs, une question spécifique a été soulevée pour ceux qui sont salariés d'organismes (PNR, BV, CPIE...) dont la mission est de préserver des biens communs : comment combiner un rôle de porte-parole de ces enjeux avec des objectifs clairs de transition agroécologique (TAE), et de ce fait une posture de « *faire passer des messages* », de convaincre, et la volonté de « *partir des préoccupations des agriculteurs et les aider à résoudre leurs problèmes* », selon une démarche de conseil de type Recherche Coactive de Solutions ?

- **Des compétences de méthodes d'intervention, d'animation, lesquelles renvoient à la question des dispositifs de travail à mettre en place (entre pairs et en pluriacteurs), et en amont, à une réflexion – une remise en cause - des manières de raisonner les processus de « *changement* ».**

« *L'animation* » est mise en avant dans les programmes/projets, mais elle est peu reconnue comme une « *vraie compétence* » pointue (contrairement aux compétences techniques, juridiques, économiques) et peu valorisée. Or, de fait, il y a un certain déficit de qualification professionnelle des agents, l'animation agricole « *est souvent exercée par des jeunes qui sortent de l'école* » et le turn-over ne permet pas la consolidation des compétences. Il y a donc un besoin de renforcement de ces compétences de méthode, mais qui renvoie en amont à une réflexion de fond sur ce que signifie « *accompagner* » les agriculteurs dans le contexte tempétueux et brouillé, discuté lors de cette journée. Cette réflexion pourrait s'appuyer sur des **moyens renforcés d'analyse des processus de changement/évolution en agriculture, en particulier leur dimension sociologique.**

Cela peut passer par de la formation pour mieux comprendre les préoccupations, aider les agriculteurs à traiter les problèmes. Mais de nombreuses questions spécifiques restent à explorer :

- peut-on, et comment faire travailler ensemble les nouveaux agriculteurs et les « *anciens* », comment composer avec le rejet de groupes jugés « *trop institutionnels* » ?

- Lorsqu'on engage un travail avec un petit groupe d'agriculteurs (exemples donnés en viticulture sur le Blayais, ou avec des éleveurs d'un BV), comment on fait le lien ensuite avec l'ensemble des agriculteurs concernés, notamment lorsque ce lien (qu'il s'agisse d'impliquer un nombre plus important d'agriculteurs ou de peser sur des stratégies, des dynamiques qui opèrent en dehors du petit groupe à différentes échelles) conditionne le succès du travail engagé pour résoudre des problèmes complexes. Comment arrimer le dispositif de travail entre pairs, après construction de la problématique, à des espaces pluriacteurs ou des collectivités territoriales selon la piste de solution à travailler ?

- Et si l'on a produit des solutions nouvelles avec un groupe d'agriculteurs locaux, comment change-t-on d'échelle pour « passer à d'autres niveaux où d'autres agriculteurs vont aussi dans ce type de dynamique » ? À quels types de médiation cela renvoie ?

- Repenser le lien entre conseil individuel et conseil collectif, entre activités « *d'animation* », et expertise - conseil spécialisé.

Alors qu'ils sont souvent opposés (selon parfois des postures idéologiques plus que pratiques, ou au gré de modes), et renvoient à des modes de financement différents, ces différentes fonctions et modalités d'intervention ont été considérées comme complémentaires (comme cela a été développé notamment lors de la table ronde).

- Quelles connaissances produire (scientifiques, « opérationnelles », références ...) et pour qui : agents, agriculteurs ? À quelles conditions peuvent-elles être utiles et utilisées ?

D'un côté des références issues de travaux de recherche ou recherche appliquée, mais parfois sous-utilisées, de l'autre des objectifs de capitalisation reformulés dans chaque nouvel appel à projets ou nouveau dispositif (GIEE, groupes DEPHY...), mais qui servent à qui et qui sont produites selon quels critères ? Des instituts techniques, des acteurs de la R&D s'interrogent : « *alors que les incitations politiques sont à la production et diffusion de connaissances « opérationnelles* », mais qu'est-ce qu'une connaissance « opérationnelle » pour des agriculteurs et des agents de développement qui font face aux tempêtes discutées depuis ce matin ? Quel(s) type(s) de connaissances leur fournir pour les aider à faire face aux injonctions contradictoires, à questionner leur situation plutôt que fournir des « *recettes de cuisine* » ?

5) Explorer les liens – plutôt la difficulté à établir des liens - entre monde du développement agricole (ONVAR, Chambres d'agriculture) et acteurs économiques des filières

Le rôle déterminant des acteurs amont – aval dans les dynamiques agricoles est de plus en plus acté par les porteurs et les financeurs de programmes visant des évolutions de pratiques. Mais « comment on s'y prend pour travailler avec ces acteurs des filières ? Comment peser face aux firmes dans le conseil aux agriculteurs » ? Ces questions appellent des travaux pour **mieux comprendre les stratégies des firmes et leurs logiques d'intervention sur le terrain** (« comment les prescripteurs de matériel, intrants, etc. se débrouillent pour peser autant »). Ces stratégies intègrent de plus en plus les enjeux de changement climatique et de transition agroécologique. D'où la question du rôle de la transition agroécologique pour conforter ou pour transformer le modèle agro-industriel ? Les différentes acceptions de la transition restent sous-étudiées, d'où l'intérêt d'analyser la façon dont elle est mobilisée par le système agro-industriel.

Ces travaux pourraient s'articuler avec l'expérimentation de dispositifs en partenariat (à moins que cela ne soit naïf, les firmes ont-elles besoin des agents de développement ?). À relier aussi avec la question du rôle des responsables professionnels, notamment ceux qui sont dans les instances de gouvernance des coopératives et des organismes de service aux agriculteurs.

6) Questionner la place et le rôle des élus locaux des collectivités territoriales

Comment peuvent-ils avoir un rôle plus important dans le portage politique, dans la mise en action, et la cohérence, des politiques publiques agricoles, et quel rôle ? Nombre d'entre eux « ne s'intéressent pas aux questions agricoles, sont difficiles à mobiliser », « n'ont pas une connaissance, une compréhension suffisante de l'agriculture ». Au final on ne sait pas bien sur quoi et comment les mobiliser. D'autres interrogations ont porté sur le rôle des élus face au « manque de cohérence et d'alignement des politiques publiques », ou sur comment ils peuvent « gagner en autonomie pour formuler des choses spécifiques aux territoires ».

Il existe de nombreuses expériences de programmes d'action à l'initiative d'élus locaux ou les impliquant sous différentes formes, ainsi que des dispositifs de capitalisation et de partage de ces expériences, souvent encouragés par ceux qui les financent. Sont-ils suffisants ?

Apparemment non, ce qui invite à poursuivre les démarches de recherche-action, à questionner les articulations possibles entre compétences et outils d'intervention publique propres aux problèmes soulevés par les agriculteurs, notamment en se rapprochant davantage des instances de réflexion, formation, échange, propres aux élus.

7) Des modes de financement et des cadres d'intervention des agents à revoir

La prédominance de la « *logique de projet/ réponse à appel d'offres (appels à projets)* » pour financer les actions de développement et d'appui aux transitions, pose de nombreux problèmes :

- Fragilisation des structures et précarisation de l'emploi
- Bureaucratisation des métiers : la part des tâches administratives, prise sur le temps de travail avec les agriculteurs, conduit à une perte de sens de leurs métiers pour les conseillers, animateurs, etc., déjà soumis à des injonctions contradictoires.
- Une logique gestionnaire, selon un mode projet, avec production d'indicateurs peu pertinents pour observer, comprendre les processus à l'œuvre et les résultats ; « *une perte de temps plutôt qu'une aide pour accompagner les équipes dans leurs missions* ». Le projet (au sens bureaucratique du terme) devient le point de départ de l'action plutôt que les problèmes que se posent les agriculteurs ou leurs propres projets de travail et de vie. Les « *livrables* » et résultats, souvent à court terme prédéfinis dès le départ, sont le point d'arrivée.
- Une temporalité contrainte, doublée d'une pression sur les résultats, les « *livrables* » (« *il faut fournir un bilan intermédiaire, capitaliser au bout de 2 ans (GIEE), sous forme d'indicateurs* »), disjointe de la temporalité des processus d'expérimentation - production de connaissances propres à la mise au point et la maîtrise de nouvelles pratiques, avec la part d'incertitude qui leur est inhérente, et la durée nécessaire à une vraie capitalisation.

Au final, ce « *mode projet* » enferme les agents dans une logique gestionnaire et une vision biaisée des buts de leur travail. Il s'avère peu compatible avec la prise en compte de la réalité et la complexité des processus de recherche expérimentation – de résolution de problèmes - sur le terrain, qu'il

s'agisse d'en comprendre la complexité et les différentes dimensions, de définir ensuite, à partir de là, des dispositifs et des démarches méthodologiques de travail adaptés et pérennes, ou enfin d'analyser le cours pris par l'action et les résultats / difficultés / effets produits.

Par ailleurs, il conduit à un « effet de sélection » entre ceux (organismes, collectivités territoriales...) qui ont plus de capacités et moyens (ingénierie) de répondre aux appels à projets, et les autres.

Comment faire évoluer les modes de financement pour sortir de cette « logique de projets » et de ses effets négatifs, pour aller vers des financements « structurels » compatibles avec les exigences et de l'appui aux transitions ?

Des pistes de travail :

- **Construire collectivement un plaidoyer** documentant les effets négatifs des modalités des appels à projets dans le développement agricole (mais aussi dans l'enseignement technique agricole), effets qui interagissent entre eux. Faire le lien notamment avec la fragilisation, perte de légitimité des métiers du développement agricole.
- **Une réflexion de fond à mener sur : quels modes de financement seraient adaptés aux exigences de l'accompagnement des transitions,** permettant de sécuriser les interventions dans un temps long et basées sur la capitalisation d'expériences. Réflexion à mener avec « *une vraie démarche de co-construction avec les institutionnels* ».

CONCLUSION à deux voix

par Christophe Soulard (INRAE, chef de département ACT)

Cette journée d'étude permet de relever des questions et des réflexions qui appellent à **des besoins de production de connaissance sur les transformations qui touchent l'agriculture et les agriculteurs.**

La « *transition agroécologique* », un terme qui recouvre des ambivalences : **il nous faut décrypter la diversité des débats, des initiatives et des changements qui s'opèrent autour de cette ambivalence.** Dans le Département ACT d'INRAE, de nombreux travaux portent sur des systèmes de production agroécologiques spécifiques ou minoritaires, et moins sur ceux, majoritaires, qui se trouvent pris dans des contraintes telles qu'elles rendent difficile, voire impossible à ce jour, d'engager ces transitions. Or, comme cela a été dit, le terme de transition peut aussi être mobilisé pour justifier la poursuite d'un système existant. Cette ambivalence a été illustrée par l'exemple du robot de traite, qui peut par exemple favoriser la poursuite de la concentration laitière. Mais on sait aussi que le numérique peut outiller la transition écologique. Au sein des systèmes écologisés, la transition agroécologique est aussi vectrice de conflits entre des objectifs professionnels et environnementaux.

Les débats pointent aussi sur la poursuite de la diversification, voire de l'éclatement, des publics agricoles et des relations qu'ils entretiennent avec le conseil. La recherche doit continuer à caractériser ces mutations, par exemple : le rôle des réseaux sociaux dans l'échange de connaissances entre agriculteurs (et quels agriculteurs), les nouveaux agriculteurs qui s'installent ou les formes de production qui s'inventent, et leur lien au conseil. Si les agriculteurs non issus du milieu agricole sont beaucoup étudiés (on le voit dans les thèses), les recherches se font plus rares sur les logiques de firmes, sur le développement du salariat et les conditions de vie des salariés, ou sur la féminisation de l'agriculture...

Construire des coopérations entre les agriculteurs, les chercheurs et les acteurs de développement est plus que jamais nécessaire. Nos recherches montrent bien que la transition agroécologique suppose de réinventer

des formes de coopération pour tirer parti de savoirs multiples qui ne soient pas (que) des références, car la dépendance au contexte local de l'agroécologie est forte. Cela pose la question des modalités les plus efficaces pour coopérer avec la recherche sur du temps long (au-delà du « projet »), mais aussi celle de la nature des connaissances scientifiques à produire dans des contextes situés, pour qu'elles soient remobilisables ailleurs. Quels principes et quels dispositifs pour y parvenir ? Pourquoi ne pas en faire l'objet d'un prochain séminaire.

Du point de vue de la Recherche, tout cela nourrit des idées de sujets à travailler. Ensuite, à nous de **trouver des formes de coopération pour poursuivre la dynamique de cette journée.**

par Roger LE GUEN (Président du GERDAL)

Travailler sur le triptyque : agriculteurs, chercheurs, agents de développement. Comme Christophe, je m'aperçois que les métiers d'agriculteurs et d'agents de développement ont été amplement décrits et discutés, mais celui de chercheur très peu. Ce manque n'est probablement pas dû au hasard ; il renvoie à une sorte de trou de connaissance dans sa relation avec les deux autres types de métiers, sur lequel il est important de travailler, car l'objectif est bien d'articuler ce triptyque.

Monde du développement et monde de l'industrie et des services marchands, quelles articulations possibles ? La plupart du temps au cours de cette journée, nous n'avons fait référence qu'à une partie du monde du conseil et du développement agricole. Or on peut se demander si les services aux agriculteurs liés aux industries d'amont et d'aval ou les services marchands (les chambres d'agriculture en proposant d'ailleurs aussi), extérieurs au cercle que nous formons, ne sont pas le principal : celui des industries d'amont et d'aval de l'agriculture, mais aussi le monde marchand des services aux agriculteurs (les chambres d'agriculture en proposant d'ailleurs aussi) ne sont pas aujourd'hui largement dominants auprès des agriculteurs. Or l'un des enjeux du développement c'est de maîtriser différents systèmes de connaissance, générés à des échelles multiples, du local à l'international, et pour lesquels les frontières administratives et politiques ont de moins

en moins de sens. Il faut donc se demander comment inclure davantage ces mondes dans nos réflexions ?

Poursuivre les travaux de terrain sur les réseaux professionnels, explorer les nouvelles formes de liens et de production de connaissances. En France, les approches sociologiques fondées sur les formes d'interaction entre agriculteurs restent peu développées. Les évolutions des échanges entre eux, à l'œuvre sur le terrain, ont été évoquées aujourd'hui: la diversification des formes de liens (groupes de voisinage, réseaux spécialisés autour de certaines pratiques, systèmes d'échanges à travers des applications numériques...), situées à des échelles multiples (des agriculteurs français échangent en visioconférence avec des agriculteurs australiens, canadiens, etc., sur des questions agronomiques et de management, et finissent par se rencontrer durant des voyages/congés). Il ne s'agit pas de pairs au sens traditionnel, mais ils contribuent à la fabrication de mondes relationnels où l'ingénieur et l'agriculteur ne se distinguent parfois plus vraiment. Cela participe à une production d'informations et de connaissances ; leur traitement et ensuite les applications qui peuvent en découler et entrer dans les exploitations, tout cela mérite d'être regardé de près. Les équipements de production sont devenus des supports essentiels pour faire circuler les flux d'informations qui échappent complètement au monde du développement dont on parle aujourd'hui. Il y a là-dessus des terres vierges à explorer.

Questions de méthode : poursuivre l'expérimentation de démarches de résolution de problèmes (ce que nous appelons la « Recherche Coactive de Solutions »), c'est-à-dire de coproduction de connaissances avec les agriculteurs, en collaboration avec les acteurs du développement agricole et de la recherche. Au GERDAL, la démarche sur laquelle nous travaillons depuis 40 ans consiste à aider les agriculteurs à formuler et traiter leurs problèmes, en considérant leurs capacités de production, de transformation de connaissances. Nous le faisons avec des outils de méthode qui renvoient à des fondements sociologiques que nous explicitons, et dont la mise en œuvre fait l'objet, avec les équipes de terrain, de réflexion sur les résultats, les effets, les difficultés, dans le cours de l'action. Aujourd'hui, on a peu parlé de cette dimension méthodologique, de la construction de dispositifs précis, du travail mené avec les agriculteurs, fondé sur leurs échanges verbaux. Le contexte s'est beaucoup modifié depuis que nous mettons en œuvre ces démarches de méthode. Comment aujourd'hui fait-on ce travail et de

quels fondements sociologiques cela procède : l'idée - l'utopie - de départ étant que nous pouvons produire des connaissances. C'est un travail à la fois sur les systèmes de pensée des agriculteurs, mais aussi sur la manière dont les agents raisonnent et travaillent avec les agriculteurs, sur leurs interactions et comment la recherche intervient et interagit là-dedans.

Comme Christophe, je terminerai en invitant à **repandre avec INRAE ces pistes de travail** et nos idées réciproques, et se retrouver pour voir comment cela peut se traduire de façon opérationnelle. C'est d'autant plus important que le GERDAL, qui existe depuis quarante ans, se trouve dans une situation de transition. C'est important pour nous que le capital de connaissances, les expériences accumulées, en matière de démarches de développement et de recherche, de formation, puissent continuer d'être appropriées, discutées, transformées par les générations à venir.

Annexes

Lexique

- **AB** : Agriculture biologique
- **APAD** : Association pour la Promotion d'une agriculture Durable
- **AOP** : Appellation d'origine contrôlée
- **BEA** : Bien-être animal
- **BV** : Bassin versant
- **CETA** : Centre d'études techniques agricoles
- **CFPPA** : Centre de formation professionnelle
- **CIVAM** : Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural
- **COPIL** : Comité de pilotage
- **CPIE** : Centre permanent d'initiatives pour l'environnement
- **CT** : Collectivités territoriales
- **CUMA, CUMAS** : Coopérative d'utilisation de matériel agricole
- **DEPHY** : Programme d'action du plan **ECOPHYTO** qui implique l'ensemble des acteurs du monde agricole
- **FRCUMA** : Fédération Régionale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole
- **GDA** : Groupements de développement agricole
- **GIEE** : Groupement d'intérêt économique et environnemental
- **GVA** : Groupement de vulgarisation agricole
- **MAEC** : Mesures agroenvironnementales et climatiques
- **NIMA** : Non issu du milieu agricole
- **ONVAR** : Organisme national à vocation agricole et rurale
- **OPA** : Organisation professionnelle agricole
- **PAM** : Plantes aromatiques et médicinales
- **PAT** : Projet alimentaire territorial
- **PLUI** : Plan local d'urbanisme
- **PNR** : Parc naturel régional
- **R&D** : Recherche & développement
- **TAE** : Transition agroécologique
- **UE / EU** : European Union / Union Européenne
- **VitiRev** : Projet « *Innovons pour des territoires viticoles respectueux de l'environnement* »

Liste des intervenantes et intervenants

- **Jacqueline Candau** : sociologue
(UR Ettis, INRAE, GERDAL)
- **Philippe Coupard** : animateur auprès de l'Union des CUMA de la Sarthe
(Union des CUMAS des Pays de Loire)
- **Lucie Dupré** : anthropologue
(UMR CESAER, INRAE)
- **Laurent Fillion** : chargé de mission et conseiller territorial
(Chambre d'agriculture Isère / PNR de Chartreuse)
- **Aurélié Garcia** : chargée de mission environnement - machinisme
(FRCUMA Ouest)
- **Nathalie Hostiou** : zootechnie système, nathalie.hostiou@inrae.fr
(UMR Territoires, INRAE)
- **Nathalie Joly** : sociologue
(UMR CESAER, Institut Agro Dijon)
- **Emilie Lacour** : responsable de la mission agriculture durable au Parc Naturel Régional Cap et Marais d'Opale
(PNR des Caps et Marais d'Opale)
- **Roger Le Guen** : sociologue
(Président du GERDAL)
- **Théo Martin** : géographe
(UMR Innovation, INRAE)
- **Sandrine Petit** : géographe
(UMR CESAER, INRAE)
- **Géraud Peylet** : conseiller d'entreprise et de secteur
(Chambre départementale d'agriculture de Gironde)
- **Claire Ruault** : sociologue, c.ruault.gerdal@wanadoo.fr
(Coordinatrice du GERDAL)
- **Christophe Soulard** : géographe
(Chef du département ACT, INRAE)

Pour citer ce document :

Claire Ruault, Nathalie Hostiou. Agriculteurs et agents de développement agricole dans la tempête. Les transformations des métiers et des dynamiques socioprofessionnelles face à des injonctions contradictoires. Compte rendu de la journée d'étude GERDAL - INRAE ACT : Paris, 30 novembre 2023. 2024

> <https://uca.hal.science/hal-04627046>

Remerciements :

Nous tenons à remercier les intervenants et les participants qui ont contribué par les échanges à la richesse de cette journée d'étude. Merci au GERDAL, au département ACT INRAE et à l'UMR Territoires pour leur appui logistique et financier. Merci à Alexis Grillon (ACT) pour la mise en forme de ce document

En savoir plus sur les organisateurs de cette journée :

- **ACT** : Département INRAE, **Action, transitions et territoires**, porte les thématiques des transformations de l'agriculture, des systèmes socioécologiques et des systèmes alimentaires, du point de vue des acteurs et de leurs actions

> www.inrae.fr/departements/act

- **GERDAL : Groupe d'Expérimentation et de Recherche : Développement et Actions Localisées** (Association Loi 1901), mène des recherches et intervient dans le secteur du développement agricole et rural, et du développement local.

> www.gerdal.fr > gerdal2018@gmail.com

- **UMR Territoires** (UMR 1273) : Créée en 2017 de la fusion de l'UMR Metafort et du CERAMAC, l'UMR Territoires regroupe des personnels d'AgroParisTech, d'INRAE, de l'Université Clermont Auvergne et de VetAgro Sup et affirme son identité autour d'une approche systémique des transitions territoriales.

> www.umar-territoires.fr

Crédits images :

Couverture et dos de couverture : © Xavier Remongin/Min.agri.fr, Groupement d'intérêt économique GIE « Développement Agriculture Durable », 2013

Toutes les photos sans indication d'auteur sont de Christine Jez (2023), contact : [christine.jez@](mailto:christine.jez@inrae.fr)

Agriculteurs et agents de développement agricole dans la tempête

*Les transformations des métiers et des dynamiques
socioprofessionnelles face à des injonctions contradictoires*

**Compte rendu de la journée d'étude
Paris, 30 novembre 2023**

gerdal

Groupe d'Expérimentation et de Recherche :
 Développement et Actions Localisées

INRAE



Département **ACT**
Action, transitions et territoires

